

Genre, capital humain et développement social : le cadre stratégique

LA BANQUE MONDIALE

La Banque mondiale a mis en œuvre deux vastes projets liés au genre et à l'éducation : un projet **sur les enfants non scolarisés**, et un **projet sur les mariages précoces**.

Elle a aussi mis l'accent ces dernières années sur les **retours économiques de l'investissement dans l'éducation des filles**, la **formation professionnelle** et **l'emploi des femmes et les discriminations institutionnelles sur le marché de l'emploi**.

L'**Adolescent Girls Initiative** lancée en 2008 vise à aider les filles dans la **transition entre l'école et le marché de l'emploi** dans 8 pays : Afghanistan, Liberia, Haïti, Laos, Jordanie, Népal, Rwanda, Soudan du Sud.

Plusieurs **notes pratiques** ont été publiées pour présenter les activités innovantes et les leçons apprises :

- [sélectionner et recruter des filles](#)
- [inclure la garde d'enfants dans les projets « emploi jeunes »](#)
- [les compétences de vie](#)
- [l'emploi des jeunes amis des filles](#)
- [le mentorat pour favoriser l'insertion professionnelle](#)

UNICEF

Au niveau stratégique, l'UNICEF défend l'égalité entre les femmes et les hommes via :

- **La démarche axée sur les droits.**
 - o Conformément à la **Convention relative aux droits de l'enfant** et à la **Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes**, cette démarche s'adresse aux 125 millions d'enfants, dont 66 millions de filles, dont le droit à une éducation de base de qualité est bafoué.
- **L'approche multisectorielle.**
 - o Il s'agit d'appliquer *des mesures intégrées dans des secteurs connexes*. Par exemple l'amélioration de la santé de l'enfant induit des meilleurs résultats scolaires ou encore la mise en place d'une cantine scolaire ou de sanitaires incite les parents à envoyer leurs enfants à l'école
- **L'« accompagnement » des pays.**
 - o L'aide doit aller au-delà de l'aspect financier. L'UNICEF participe 6. aux prises de décisions quotidiennes visant à garantir l'éducation pour tous les enfants, tout en respectant la vision que le pays s'est faite de son propre développement. L'UNICEF est en position unique pour pouvoir assumer ce rôle grâce à ses travaux, sa structure décentralisée et son expérience dans plus de 150 pays.

Par **l'intermédiaire du secteur privé**, l'UNICEF donne un coup de pouce à la scolarisation des filles. À long terme, ces efforts devraient avoir des effets positifs dans d'autres secteurs : émancipation des femmes, lutte contre la pauvreté et la croissance économique équilibrée.

Pour en savoir plus : [Stratégie UNICEF en matière d'égalité](#)

CONSEIL CONSULTATIF DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (G7)

Renouvelant une **initiative de la présidence canadienne du G7** lancée en 2018, le Président de la République française a souhaité s'entourer d'un **Conseil consultatif**, constitués de femmes et d'hommes du monde entier mettant leur expérience et leur expertise au service de l'égalité entre les hommes et les femmes. Ce conseil, présidé par **Nadia Murad**



et Denis Mukwege, a fait de « *l'éducation et la santé comme droits fondamentaux* » un des quatre secteurs d'action prioritaire à défendre.

Dans leur rapport, ils ont proposé plus de **79 mesures** aux membres du G7 afin d'inspirer des politiques nationales. En matière d'éducation on peut retenir ces propositions suivantes :

- **12 ans de scolarité gratuite, de qualité et obligatoire** pour tous les enfants dans des environnements d'apprentissage sûrs et sécurisés.
- **Des systèmes éducatifs et de santé sensibles au genre** et inclusifs et la collaboration entre ces secteurs.
- **La fin des mariages d'enfants**, des discriminations et de la violence basée sur le genre à l'école.
- Des **opportunités pour le développement de compétences** pour le travail du futur, sans stéréotypes de genre.
- **L'élaboration de programmes d'études pertinents** pour le travail du futur.
- **Une éducation sexuelle complète** et d'une éducation aux relations saines dans les écoles et dans les dispositifs hors des écoles.
- **L'augmentation du nombre d'enseignant.e.s formé.e.s** et de professionnels de santé femmes et hommes à tous les niveaux.

Suite à ces recommandations, **les membres du G7** ont chacun mis en place des stratégies nationales pour encourager l'éducation des femmes et des filles (via l'Initiative Priorité à l'Égalité). Ils se sont engagés à :

- veiller à ce que chaque enfant bénéficie d'au **moins douze ans d'éducation sûre et de qualité**, notamment dans les pays touchés par des conflits ou des situations d'urgence et dans les États fragiles.
- **Éliminer les inégalités et les discriminations entre les femmes et les hommes** et lutter contre les préjugés et les stéréotypes sexistes, notamment via l'aide au développement.

Pour plus d'informations : [le Partenariat de Biarritz pour l'Égalité des Femmes et des Hommes](#)

STRATEGIE FRANÇAISE INTERNATIONALE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (2017-2022)

Face aux inégalités de genre, la France a conçu sa troisième **Stratégie internationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes** (2018-2022), un outil de pilotage conçu pour coordonner les actions dans les cinq prochaines années et améliorer la situation des femmes partout dans le monde.

Cette stratégie est constituée de cinq priorités sectorielles dont la première est : « **Assurer le libre et égal accès aux services, notamment les services sociaux de base, tels que l'éducation et la santé sexuelle et reproductive** ».

Ainsi, la France souhaite agir pour l'accès à des soins de qualité et pour les droits sexuels et reproductifs afin de prémunir les femmes du cycle de pauvreté. Cette stratégie s'articule avec celle de la France en **matière de population et de droits sexuels et reproductifs pour la période 2016-2020**, visant à **l'amélioration des cadres normatifs en matière de droits sexuels et reproductifs, à la hausse des taux de prévalence contraceptive, à un accès renforcé des jeunes et des adolescents à des services de santé sexuelle et reproductive adaptés et à l'élimination des pratiques néfastes**, y compris les mariages précoces.

Cette stratégie s'engage, en matière d'éducation :



- **Assurer un accès à toutes et tous à une éducation de qualité**, sur un pied d'égalité et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.
- **Éliminer les facteurs de blocage socio-économiques** empêchant les filles d'accéder à l'éducation de base et à l'enseignement supérieur (insuffisance des revenus familiaux, coûts de scolarisation élevés, faible qualité des infrastructures éducatives et des équipements, faible formation des enseignants, perception négative de l'école, stéréotype sur le rôle des femmes, mariages d'enfants, grossesses précoces, violences de genre en milieu scolaire)
- **Soutenir les initiatives régionales en faveur de l'opérationnalisation des politiques de formation professionnelle**, de la formation des maîtres et des premiers apprentissages
- S'engager via le [Partenariat Mondial pour l'éducation](#)

Pour plus d'informations : [la Stratégie Internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes \(2018-2022\)](#)

LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

L'un des objectifs de la nouvelle stratégie genre de la BAfD met l'accent sur **l'amélioration des savoirs et le renforcement des capacités**, avec comme priorité le développement des **compétences techniques et professionnelles** et les **compétences en éducation financière** pour les femmes entrepreneures.

Les résultats attendus par les projets éducation de la BAfD en 2013 étaient un accès équitable des filles au niveau primaire, secondaire, professionnel et universitaire, particulièrement en **maths, sciences et TIC** et les compétences techniques des filles en **informatique, cordonnerie et coiffure**.

La Banque élabore actuellement de **nouvelles initiatives** (programmes de développement des compétences et de l'employabilité, et de protection sociale, par exemple) portant sur **l'employabilité des jeunes et des femmes**. En outre, des modèles commerciaux inclusifs tels que **l'entreprise sociale et Souk-Atanmia**, mis en œuvre par le biais de la participation du secteur privé, permettent d'obtenir des gains rapides et d'apporter des solutions à court terme au problème du chômage.

Exemple de bonne pratique : au Rwanda, le **programme d'égalité des chances en sciences et technologies** promeut l'égalité de genre dans les institutions d'enseignement supérieur, appuyant l'inscription de filles dans un programme scientifique préparatoire. Les étudiantes bénéficiaient **d'une bourse, d'un logement, d'une matrone** pour l'encadrement, **d'une assurance santé et d'un programme de cours** en matières scientifiques.

LA BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT

La BASD inclut systématiquement **une expertise genre dans ses projets éducation, de la préparation à la mise en œuvre**. Elle s'assure que les bénéficiaires finaux soient consultés au moment du montage du projet et qu'une étude de référence soit faite dans le cadre des projets y compris sur le genre.

La plupart des projets éducation (les projets qui auraient un marqueur CAD de 1 ou 2) sont dotés d'un **plan d'action genre pour la mise en œuvre des activités**. La BASD publie des rapports de résultats sur l'égalité de genre dans les pays dans lesquels elle intervient.

Exemple de bonnes pratiques :

- En Indonésie, le projet de **Décentralisation de l'éducation de base** (2006) visait à l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation notamment par le biais de **subventions allouées aux écoles**. Les conditions liées au genre inscrites dans le prêt comprenaient les éléments suivants :
 - o les **comités de gestion des écoles** comprenaient au moins deux femmes

- au moins **50 % des enseignant.e.s** bénéficiant du programme étaient des femmes
- les **formations de gestion scolaire** comprenaient au moins 30 % de femmes
- les **bourses** étaient accordées à hauteur de 50 % aux filles
- les **latrines étaient séparées** pour les garçons et les filles.
- Au Népal le **Projet de formation des enseignants** visait à développer un système de formation des enseignants cohérent. Pour ce faire, le prêt comprenait les volets :
 - **renforcement des politiques et des capacités**
 - développement de **programmes et matériels pédagogiques** sensibles au genre
 - **formation d'enseignants et de directeurs** (formation initiale, continue et par le biais d'une équipe de formation mobile)
 - **servir les filles** et les autres groupes désavantagés.

DEPARTEMENT FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (ROYAUME-UNI)

Le DIFD a renouvelé sa stratégie en matière de genre en 2018. Il s'engage sur plusieurs points :

- **remettre en question et modifier les relations de pouvoir inégales** : lutter contre les discriminations de manière systématique, développer une approche globale et systémique, faire participer les groupes confessionnels et les chefs religieux
- **exercer un leadership et investir dans quatre secteurs qui peuvent transformer les relations entre les hommes et les femmes** : élimination de la violence envers les femmes et les filles, accès à la santé sexuelle et reproductive et au droit à l'éducation, l'émancipation économique et politiques des femmes, la hausse de la participation des femmes dans la prévention des conflits et dans le processus de paix
- **en finir avec toute forme de violence envers les femmes et les filles** : en temps de paix, de conflit et de crise, qu'il s'agisse de violence conjugale ou non. Il s'agit de cibler certaines pratiques comme la mutilation génitale féminine ou le mariage précoce et forcé.
- **Défendre des droits à la santé sexuelle et reproductive universels** : assurer l'exercice de ses droits et une connaissance approfondie de la sexualité et de la grossesse pour les femmes (par l'éducation sur les maladies sexuellement transmissibles, le planning familial, un avortement sauf et la santé maternelle et du nourrisson).
 - **En 2017 a été lancé le London Family Planning Summit** : le Royaume-Uni s'est engagé à fournir de manière systématique des services de santé de base en matière de santé vitale et de santé sexuelle et reproductive même lors des réponses humanitaires.
- **Promouvoir l'éducation des filles** : assurer la transition vers l'éducation secondaire, l'apprentissage ou l'emploi, assurer un environnement sûr contre les violences en milieu scolaire, assurer une éducation en zone de conflit ou de crise, garantir l'éducation des plus vulnérables (filles atteintes de handicap, cas de grossesse...).
- **L'émancipation économique et une croissance inclusive** : meilleur accès parmi les métiers en forte croissance, amélioration des conditions de travail, meilleur accès au digital, à la finance et à la propriété, défendre des lois inclusives et des normes égalitaires pour éviter la charge mentale et le travail non payé (ou informel).

Pour en savoir plus : [une vision stratégique pour l'égalité de genre « Her potential, Our Future »](#)

L'AGENCE CANADIENNE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

L'ACDI centre ses actions sur :

- la **scolarisation en éducation de base**, particulièrement des filles ;
- **l'amélioration de la qualité de l'éducation** avec au cœur les apprentissages, par le biais de la formation des enseignants, la pertinence des programmes et des outils pédagogiques ;
- **l'accès aux opportunités éducatives** pour les jeunes et les enfants non scolarisés.

- la **protection de l'enfance** (en particulier des filles) par rapport à la violence

L'engagement de l'ACDI sur l'égalité de genre dans le programme se fait par :

- un **appui aux politiques visant à réduire la ségrégation des métiers, encourager le recrutement de formatrices, former les formateurs sur le genre et intégrer les questions de droits** (legal literacy) et de droits humains dans des programmes sensibles au genre ;
- un **appui financier (bourses) pour les apprenantes**, particulièrement pour celles inscrites dans des filières non traditionnelles ;
- des **formations en entrepreneuriat** pour les femmes à la tête de petites entreprises.

Exemple de bonnes pratiques :

En Sierra Leone, ACDI a mis en œuvre le projet **Creating Opportunities for Youth: Collaborative Community-Driven Solutions**, visant à améliorer la qualité de vie des jeunes de 15 à 24 ans :

- Le projet comprend un volet **éducation de base**, un volet **TIC**, un volet **compétences de vie**.
- Le projet offre également des **services relatifs à la recherche d'emploi**.
- Le projet mobilise les partenaires et les bénéficiaires sur **les questions de genre**. 50 % des bénéficiaires sont des filles et des jeunes femmes. Des **campagnes de communication** ont été mises en œuvre pour sensibiliser les communautés sur **l'importance et les avantages de la scolarisation des filles** y compris en EPT.
- Le projet vise aussi à **intégrer le genre dans les pratiques des organisations partenaires** afin d'encourager la participation des filles.

GIZ (ALLEMAGNE)

La GIZ promeut la **double approche en genre** : intégration du genre dans l'ensemble des secteurs et des projets et projets visant à réduire la discrimination de genre et les inégalités. La GIZ maintient [une plateforme de savoir sur le genre](#).

Exemple de bonnes pratiques :

- À travers le [Basic Education Programme for Afghanistan](#) (BEPA). La GIZ appuie l'éducation des filles par les biais **d'écoles pour les filles, de mobilisation communautaire sur l'éducation des filles et d'appui au recrutement d'enseignantes** et à la formation des enseignants en général.
 - o La GIZ a appuyé le développement d'une stratégie genre pour la direction de la Formation des enseignants et a mis en place **une équipe genre**.
 - o Des **ateliers sur le genre et l'intégration du genre** ont été offerts aux représentants du ministère de l'Éducation qui ont ensuite répliqué les formations dans leur section.
 - o Un **module sur le genre et les droits humains** est en cours de développement pour la formation initiale des enseignants et sera accrédité par le ministère